Projet de règlement grand-ducal

déterminant :

1. les modalités de formations et des épreuves permettant aux détenteurs des brevets et certificats définis à l'article 44 de la loi du 18 juillet 2013 concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental d'obtenir l'autorisation d'enseigner en tant qu'instituteur soit au premier cycle, soit aux deuxième, troisième et quatrième cycles de l'enseignement fondamental ainsi que
2. les indemnités
 - a. des formateurs intervenant dans le cadre des formations préparant à l'obtention des autorisations visées ;
 - b. des membres des commissions d'examen.

Avis du Conseil d'État

(11 juillet 2014)

Par dépêche du 20 juin 2014, le Premier ministre, ministre d'État, a saisi le Conseil d'État du projet de règlement grand-ducal sous rubrique qui a été élaboré par le ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Au texte du projet du règlement grand-ducal étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact et une fiche financière.

Selon la lettre de saisine, l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été demandé, mais n'a pas encore été communiqué au Conseil d'État le jour de l'adoption du présent avis.

Considérations générales

Le projet de règlement sous examen concerne la formation et les épreuves auxquels des agents de l'enseignement fondamental doivent se soumettre afin d'être autorisés à enseigner dans un ou des cycles ne correspondant pas à leur formation initiale. La base légale est fournie par l'article 44 de la loi du 18 juillet 2013 concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental et modifiant : 1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ; 2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 3. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ; 4. la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique ; 5. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée ; 6. la loi modifiée du 4

septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue ; 7. la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ; 8. le Code de la sécurité sociale ; 9. la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS).

Le Conseil d'État rappelle que, dans son avis du 27 novembre 2012 relatif à la loi précitée du 18 juillet 2013 (doc. parl. n° 6390³), il n'a pas pu donner son accord à l'article 44, craignant « une opération de régularisation d'agents ne disposant pas des diplômes exigés par la loi, pour les admettre à la fonction d'instituteur après avoir suivi une formation faite sur mesure et après un examen de circonstance, formation et examen qui sont supposés remplacer une formation universitaire et un diplôme académique ». Le législateur, tout en inscrivant la disposition visée dans la loi, l'a limitée dans le temps en stipulant que seul était visé le brevet d'aptitude pédagogique, le certificat d'études pédagogiques ou le diplôme étranger délivrés avant le 15 septembre 2014.

Au commentaire des articles, les auteurs du projet de règlement grand-ducal sous revue notent qu'il s'agit surtout de « jeunes agents soucieux de se réorienter du préscolaire vers le primaire », auxquels le projet de règlement grand-ducal prévoit d'accorder une priorité. Cette disposition, sans base légale, risque d'être discriminatoire par rapport aux candidats plus âgés. Le Conseil d'État y reviendra sous l'examen de l'article en question.

Examen des articles

Observation préliminaire

Pour des raisons de clarté, le Conseil d'État suggère de reprendre la structure du règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant : 1. les programmes ainsi que les modalités des épreuves des formations théorique et pratique sanctionnées par le certificat de formation des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants pour l'enseignement fondamental ; 2. les indemnités a. des formateurs intervenant dans le cadre de la formation sanctionnée par le certificat de formation ; b. des membres du jury d'examen.

Le Conseil d'État propose dès lors la structure suivante :

- Chapitre 1^{er} : **formation théorique**, reprenant l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'article 2, alinéa 1^{er}, l'article 11 et l'article 13, 1^{ère} phrase.
- Chapitre 2 : **formation pratique**, reprenant l'article 3, 1^{er} et 2^e alinéas, l'article 4, 1^{er} et 2^e alinéas, l'article 10, l'article 12 et l'article 13, 2^e phrase.
- Chapitre 3 : **épreuves**, reprenant l'article 1^{er}, 2^e et 3^e alinéas, l'article 2, 2^e et 3^e alinéas, l'article 3, 3^e alinéa, l'article 4, 3^e alinéa et les articles 5, 6 et 7.
- Chapitre 4 : **autorisation d'enseigner**, reprenant les articles 8 et 9.

Chapitre 5 : **indemnités des formateurs et membres du jury d'examen**, reprenant les articles 14 et 15.

Chapitre 6 : **dispositions finales**, reprenant les articles 16 et 17.

Le Conseil d'État examinera les articles dans l'ordre présenté par les auteurs du projet de règlement grand-ducal sous revue et ajoutera un texte coordonné qui tiendra compte de sa proposition de restructuration et des modifications qui suivent.

Intitulé

Le Conseil d'État propose de simplifier l'objet de l'intitulé du règlement grand-ducal sous revue, afin de permettre des citations futures plus aisées. L'intitulé se lira dès lors comme suit :

« Projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités de formations et des épreuves permettant à des agents intervenant dans l'enseignement fondamental d'obtenir l'autorisation d'enseigner en tant qu'instituteur dans les quatre cycles. »

Préambule

Il échet de citer l'intitulé de la loi précitée du 18 juillet 2013 servant de base légale au projet sous avis dans son intégralité.

Si au moment de soumettre le règlement grand-ducal en projet à la signature du Grand-Duc, l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics était parvenu au Gouvernement, il faudrait en tenir compte au deuxième visa.

Étant donné que le projet sous avis aura un impact sur le budget de l'État, il y a lieu de faire mention du ministre des Finances à l'endroit des ministres proposant en écrivant :

« Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil : ».

Article 1^{er}

Suite à la restructuration proposée par le Conseil d'État, il devient nécessaire d'insérer à l'alinéa 2 (article 10, paragraphe 1^{er} selon le Conseil d'État) entre les termes « formation théorique » et « est sanctionnée » les termes « prévue à l'article 1^{er} ».

Article 2

Par analogie à l'article 1^{er} ci-dessus, il y a lieu d'insérer à l'alinéa 2 (article 10, paragraphe 2 selon le Conseil d'État) entre les termes « formation théorique » et « est sanctionnée » les termes « prévue à l'article 2 ».

Article 3

À l'alinéa 2, première phrase, il est fait mention du tuteur qui suit et observe le candidat chargé de préparer et d'animer des activités

d'apprentissage. Comme il s'agit de former les candidats, le Conseil d'État estime que les termes choisis par les auteurs sont incorrects. Il propose la rédaction suivante :

« Le candidat prépare et anime (...) guidé par un tuteur ».

En plus, à la deuxième phrase du même alinéa, il échet de faire abstraction des termes « en outre », car sans apport normatif.

À la première phrase de l'alinéa 3, il convient d'insérer entre les termes « formation pratique » et « est sanctionnée » les termes « des candidats prévus à l'article 1^{er} », suite à la restructuration proposée par le Conseil d'État, et de faire abstraction des expressions « d'une part », « d'autre part » et « mentionné à l'alinéa précédent », car superfétatoires.

Article 4

À l'alinéa 1^{er}, il s'impose d'écrire « La formation pratique des candidats visés à l'article 2 (...) ».

Les observations relatives à l'alinéa 2 de l'article 3 ci-dessus valent également pour l'alinéa 2 de l'article sous examen.

Il convient d'insérer à la première phrase de l'alinéa 3, entre les termes « formation pratique » et « est sanctionnée », les termes « des candidats prévus à l'article 2 », suite à la restructuration proposée par le Conseil d'État, et d'y faire abstraction des expressions « d'une part », « d'autre part » et « mentionné à l'alinéa précédent », car superfétatoires.

Article 5

Étant donné que l'article 44 de la loi précitée du 18 juillet 2013 crée un droit pour les candidats visés, le Conseil d'État ne peut pas accepter que le ministre décide selon des critères d'opportunité. Il préférerait dès lors de voir l'alinéa 1^{er} être reformulé comme suit :

« Le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, appelé ci-après « le ministre », fixe le calendrier des formations théoriques ».

Selon le Conseil d'État, la priorité ne peut pas être accordée aux jeunes, car cette disposition est contraire au principe de non-discrimination consacré par l'article 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que par le Protocole 12 à la même convention. Il estime également que tous les candidats qui remplissent les conditions légales sont à admettre aux formations. Partant, la première phrase de l'alinéa 2 est à supprimer.

La deuxième phrase de l'alinéa 2 reprend une disposition inscrite dans l'article 44 de la loi précitée du 18 juillet 2013, à savoir « « le ministre » (...) fixe la date des sessions d'examen ». Au vu de ce qui précède, le bout de phrase « et fixe le calendrier des épreuves » est à supprimer.

Pour des raisons de clarté, le Conseil d'État propose de regrouper toutes les dispositions ayant trait au jury sous un même article.

Articles 6 et 7

Sans observation.

Article 8

Il échet de citer l'intitulé de la loi précitée du 18 juillet 2013 dans son intégralité.

Par ailleurs, l'énumération abécédaire est à remplacer par une numérotation.

Article 9

À la première phrase, les termes « se représenter » sont à remplacer par les termes « présenter une nouvelle fois ».

Article 10

À la deuxième phrase *in fine*, il convient d'ajouter qu'il s'agit de la fonction de tuteur.

Articles 11 et 12

Sans observation.

Article 13

Pour éviter tout arbitraire dans le chef du ministre, le Conseil d'État propose de libeller la première phrase de l'article sous avis comme suit :

« À la demande (...), des dispenses sont accordées pour la fréquentation des cours ainsi que pour la passation des épreuves y relatives ».

Dans le même ordre d'idées, la deuxième phrase de l'article sous examen est à rédiger comme suit :

« Le candidat détenteur (...) est dispensé de la formation pratique ».

En outre, le Conseil d'État s'étonne qu'une personne détentrice d'un diplôme couvrant les quatre cycles soit seulement dispensée de la formation pratique et il se demande si la dispense ne devrait pas couvrir également la formation théorique.

Article 14

Il y a lieu d'écrire « euros » et non « € ».

Article 15

Cette disposition est superfétatoire pour être de droit commun. Il y a dès lors lieu de supprimer l'article sous revue et d'adapter les articles suivants en conséquence.

Article 16

Sans observation.

Article 17

À l'article sous examen, il y a lieu de faire mention du ministre des Finances.

Suit le texte proposé par le Conseil d'État :

Projet de règlement grand-ducal

déterminant les modalités de formations et des épreuves permettant à des agents intervenant dans l'enseignement fondamental d'obtenir l'autorisation d'enseigner en tant qu'instituteur dans les quatre cycles.

Vu l'article 44 de la loi du 18 juillet 2013 concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental et modifiant : 1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ; 2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 3. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ; 4. la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique ; 5. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée ; 6. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue ; 7. la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ; 8. le Code de la sécurité sociale ; 9. la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) ;

[Vu l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ;]

Vu la fiche financière ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil :

Arrêtons :

Chapitre 1^{er} - Formation théorique

Art. 1^{er}. Les candidats briguant une autorisation d'enseigner comme instituteur aux deuxième, troisième et quatrième cycles de l'enseignement fondamental, détenteurs soit du brevet d'aptitude pédagogique, option préscolaire, ou du certificat d'études pédagogiques, option éducation préscolaire, soit d'un diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur habilitant à enseigner au premier cycle d'apprentissage de l'enseignement fondamental, suivent une formation théorique de 100 heures de cours sur la pédagogie, la didactique et l'évaluation des domaines de développement et d'apprentissage des deuxième, troisième et quatrième cycles de l'enseignement fondamental, à savoir sur :

1. le langage, la langue luxembourgeoise et l'éveil aux langues, la langue allemande et l'alphabétisation, la langue française (36 heures) ;
2. les mathématiques (16 heures) ;
3. l'éveil aux sciences et les sciences humaines et naturelles (12 heures) ;
4. l'expression créatrice, l'éveil à l'esthétique et à la culture dans les domaines des arts plastiques et de la musique (12 heures) ;
5. l'expression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé (12 heures) ;
6. la vie en commun et les valeurs (12 heures).

Art. 2. Les candidats briguant une autorisation d'enseigner comme instituteur au premier cycle de l'enseignement fondamental, détenteurs soit du brevet d'aptitude pédagogique, option primaire, ou du certificat d'études pédagogiques, option primaire, soit d'un diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur habilitant à enseigner aux deuxième, troisième et quatrième cycles d'apprentissage de l'enseignement fondamental,

suivent une formation théorique de 100 heures dont 20 heures de cours portent sur la psychologie du développement de l'enfant de 3 à 6 ans et 20 heures de cours sur l'identification et la prise en charge de troubles particuliers du langage. 60 heures de cours portent sur la pédagogie, la didactique et l'évaluation des domaines de développement et d'apprentissage du premier cycle de l'enseignement fondamental, à savoir sur :

1. le langage, la langue luxembourgeoise et l'éveil aux langues (20 heures) ;
2. le raisonnement logique et mathématique (8 heures) ;
3. la découverte du monde et l'éveil aux sciences (8 heures) ;
4. la psychomotricité, l'expression corporelle et la santé (8 heures) ;
5. l'expression créatrice, l'éveil à l'esthétique et à la culture dans les domaines des arts plastiques et de la musique (8 heures) ;
6. la vie en commun et les valeurs (8 heures).

Art. 3. Les cours de la formation théorique sont organisés par l'Institut de formation continue du personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées. Ils sont assurés par des membres du collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental ou bien par d'autres formateurs désignés par le ministre sur proposition de l'Institut précité.

Art. 4. À la demande du candidat pouvant faire valoir une formation dans une ou plusieurs branches ou un ou plusieurs domaines de développement et d'apprentissage énoncés aux articles 1^{er} et 2, des dispenses sont accordées pour la fréquentation des cours ainsi que pour la passation des épreuves y relatives.

Chapitre 2 - Formation pratique

Art. 5. La formation pratique des candidats visés à l'article 1^{er} porte sur 60 leçons d'enseignement à prester au sein des deuxième, troisième et quatrième cycles de l'enseignement fondamental. Elle est répartie de façon égale entre les trois cycles.

Le candidat prépare et anime dans chaque cycle deux activités d'apprentissage, guidé par un tuteur. Le candidat établit un dossier comprenant le rapport chronologique des activités pédagogiques assumées dans chacun des trois cycles ainsi que les préparations détaillées des six activités d'apprentissage guidées par un tuteur.

Art. 6. La formation pratique des candidats visés à l'article 2 porte sur 60 leçons d'enseignement à prester au sein du premier cycle de l'enseignement fondamental.

Le candidat prépare et anime six activités d'apprentissage, guidé par un tuteur. Le candidat établit un dossier comprenant le rapport chronologique des activités pédagogiques assumées au premier cycle ainsi que les préparations détaillées des six activités d'apprentissage observées par un tuteur.

Art. 7. La fonction de tuteur est assumée par un inspecteur de l'enseignement fondamental ou son remplaçant. L'inspecteur peut se faire remplacer par un membre du personnel enseignant admis à la fonction de tuteur.

Art. 8. Le candidat soumet la proposition d'organisation de la formation pratique pour accord au tuteur.

Art. 9. Le candidat, détenteur d'un diplôme habilitant à enseigner dans les quatre cycles que comprend l'enseignement fondamental, est dispensé de la formation pratique.

Chapitre 3 - Épreuves

Art. 10. (1) La formation théorique prévue à l'article 1^{er} est sanctionnée par les épreuves écrites ou orales suivantes :

1. une épreuve portant sur l'alphabétisation et la didactique des langues ;
2. une épreuve portant sur les mathématiques ;
3. une épreuve portant sur l'éveil aux sciences et les sciences humaines et naturelles ;
4. une épreuve portant sur l'expression créatrice, l'éveil à l'esthétique et à la culture dans les domaines des arts plastiques et de la musique ;
5. une épreuve portant sur l'expression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé ;
6. une épreuve portant sur la vie en commun et les valeurs enseignées à l'école fondamentale.

Les épreuves mentionnées ci-dessus sous les points 4 et 5 peuvent se faire sous forme de travaux individuels ou réalisés en groupe, préparés en dehors des heures de cours et attestés aux candidats par le ou les titulaires de cours.

(2) La formation théorique prévue à l'article 2 est sanctionnée par les épreuves écrites ou orales suivantes :

1. une épreuve portant sur la psychologie du développement de l'enfant ;
2. une épreuve portant sur les troubles particuliers du langage ;
3. une épreuve portant sur le langage, la langue luxembourgeoise et l'éveil aux langues ;
4. une épreuve portant sur le raisonnement logique et mathématique ;
5. une épreuve portant sur la découverte du monde et l'éveil aux sciences ;
6. une épreuve portant sur la psychomotricité, l'expression corporelle et la santé ;
7. une épreuve portant sur l'expression créatrice, l'éveil à l'esthétique et à la culture dans les domaines des arts plastiques et de la musique ;
8. une épreuve portant sur la vie en commun et les valeurs enseignées à l'école fondamentale.

Les épreuves mentionnées ci-dessus sous les points 6 et 7 peuvent se faire sous forme de travaux individuels ou réalisés en groupe, préparés en dehors des heures de cours et attestés aux candidats par le ou les titulaires de cours.

Art. 11. (1) La formation pratique des candidats prévus à l'article 1^{er} est sanctionnée par deux activités d'apprentissage préparées et animées par le candidat dans deux cycles différents et par l'évaluation du dossier. Ces épreuves pratiques sont évaluées par le tuteur et un inspecteur de l'enseignement fondamental.

(2) La formation pratique des candidats prévus à l'article 2 est sanctionnée par deux activités d'apprentissage préparées et animées par le candidat au premier cycle et par l'évaluation du dossier. Ces épreuves pratiques sont évaluées par le tuteur et un inspecteur de l'enseignement fondamental.

Art. 12. Le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, appelé ci-après « le ministre » fixe le calendrier des formations théoriques.

Art. 13. Le ministre nomme un jury d'examen. Le jury assure l'organisation des épreuves sanctionnant les formations. Il est composé d'un président, d'un secrétaire et de l'ensemble des intervenants dans la formation. Le jury arrête le résultat final et le communique au candidat.

Ne peuvent participer au jury d'examen tout parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclus d'un des candidats.

Chaque épreuve théorique est évaluée par deux membres du jury.

Art. 14. Les sujets des épreuves des activités d'apprentissage sont communiqués au candidat vingt-quatre heures avant l'épreuve. Le candidat est dispensé d'assurer ses cours la veille et le jour de l'épreuve.

Chapitre 4 - Autorisations d'enseigner

Art. 15. Pour obtenir l'autorisation d'enseigner en tant qu'instituteur soit au premier cycle, soit aux deuxième, troisième et quatrième cycles de l'enseignement fondamental, sous réserve de l'application des restrictions fixées à l'article 44 de la loi du 18 juillet 2013 concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental et modifiant : 1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ; 2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 3. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ; 4. la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique ; 5. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée ; 6. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue ; 7. la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ; 8. le Code de la sécurité sociale ; 9. la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS), le candidat doit avoir obtenu :

1. des notes suffisantes dans les épreuves sanctionnant la formation théorique ;
2. une note suffisante dans les épreuves sanctionnant la formation pratique.

La note de la formation pratique se compose de la moyenne des notes obtenues dans les deux activités d'apprentissage et dans le dossier. Si la note renferme une fraction de points, celle-ci n'est pas à arrondir.

Tous les éléments et épreuves théoriques et pratiques sont notés sur vingt points. Une note inférieure à dix points est considérée comme insuffisante.

Toute note insuffisante relative à une épreuve de la formation théorique entraîne une épreuve supplémentaire dans ce domaine de développement et d'apprentissage.

Art. 16. Si le candidat échoue à une épreuve supplémentaire de la formation théorique ou si la note sanctionnant la formation pratique est insuffisante, il doit se présenter une nouvelle fois à une formation ultérieure. Aucun candidat n'est autorisé à se présenter plus de deux fois à la formation.

Chapitre 5 - Indemnités des formateurs et membres du jury d'examen

Art. 17. Les inspecteurs de l'enseignement fondamental et les membres du personnel enseignant classés aux grades E7 ou E8 qui, en dehors de leur tâche normale, interviennent dans les formations théoriques préparant à l'obtention des autorisations d'enseigner visées aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus ont droit à une indemnité horaire fixée à 77,17 euros.

La même indemnité est due aux formateurs d'instituteurs étrangers intervenant dans la même formation.

Les membres du personnel enseignant classés aux grades E5 et E6 et qui, en dehors de leur tâche normale, interviennent dans les formations théoriques préparant à l'obtention des autorisations d'enseigner visées aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus ont droit à une indemnité horaire fixée à 44,35 euros.

Le tuteur ou son remplaçant qui suit le candidat pendant la formation pratique touche une indemnité forfaitaire fixée à 642,76 euros par candidat.

Les membres du jury d'examen chargés de l'appréciation d'une activité d'apprentissage touchent une indemnité fixée à 32,13 euros.

Le président et le secrétaire du jury ont droit à une indemnité forfaitaire de base fixée à 109,77 euros.

Chapitre 6 - Dispositions finales

Art. 18. Le présent règlement entre en vigueur le 15 septembre 2014.

Art. 19. Notre Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 11 juillet 2014.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen